



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Département des Etudes Economiques et de la Monnaie
Direction des Etudes

CONJONCTURE ECONOMIQUE DANS LES PAYS DE L'UEMOA AU MOIS D'OCTOBRE 2005



SOMMAIRE

APERÇU GENERAL.....	3
I - ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL.....	4
II - CONJONCTURE ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UNION.....	6
II - 1 Activité agricole.....	6
II - 2 Activités industrielle et commerciale.....	7
II - 3 Prix à la consommation.....	9
II - 4 Finances publiques.....	10
II - 5 Situation monétaire et opérations sur le marché interbancaire.....	13
II - 5 - 1 Situation monétaire.....	13
II - 5 - 2 Opérations sur le marché interbancaire.....	16
II - 6 Evolution du marché financier régional.....	16
II - 7 Relations avec les Institutions de Bretton Woods et mobilisation des ressources extérieures	18
III - LISTE DES ANNEXES.....	19

APERÇU GENERAL

Au plan international, l'environnement économique a été marqué, au mois d'octobre 2005, par le maintien d'une conjoncture économique favorable, en dépit de la persistance des pressions inflationnistes induites par la flambée des cours du pétrole. Ainsi, aux Etats-Unis, au Japon et dans la Zone euro, l'activité économique est demeurée favorablement orientée, en raison notamment d'une bonne tenue de la demande interne.

L'activité économique au sein de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine est marquée par la bonne campagne agricole 2005/2006 dont la production est attendue en progression de 7,2% par rapport à l'année précédente. Le niveau général des prix à la consommation a enregistré en octobre 2005 une hausse de 0,2%, en rythme mensuel, après la baisse de 0,4% observée en septembre 2005. En glissement annuel, l'inflation s'est établie à 5,6% en octobre 2005 contre 1,4% en octobre 2004.

La production industrielle a, pour sa part, enregistré une progression de 3,5% sur les dix premiers mois de l'année, en relation avec le redressement de la production des industries manufacturières et extractives dans certains pays.

Le profil des agrégats monétaires à fin octobre 2005 laisse apparaître une baisse des avoirs extérieurs nets des institutions monétaires, une hausse du crédit intérieur et de la masse monétaire.

Sur la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières, les indices *BRVM₁₀* et *BRVM composite* ont enregistré une hausse de 7,1% et de 4,8%, ressortant respectivement à 131,15 points et 100,22 points contre 122,48 points et 95,62 points, un mois plus tôt.

Cinq Etats membres de l'Union, à savoir le Bénin, le Burkina, le Mali, le Niger et le Sénégal, exécutent des programmes économiques et financiers soutenus par les Institutions de Bretton Woods. A fin octobre 2005, ces Etats ont effectué des tirages pour un montant total de 16,99 millions de DTS ou 13,01 milliards de FCFA.

I- ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

L'environnement économique international a été marqué, au mois d'octobre 2005, par le maintien d'une conjoncture économique favorable, en dépit de la persistance des pressions inflationnistes induites par la flambée des cours du pétrole.

Aux Etats-Unis, les statistiques économiques du mois d'octobre 2005 font état de la poursuite d'une orientation favorable de l'activité économique. Ainsi, l'indice du Conference Board, mesurant la confiance des consommateurs, a atteint 85,2 points en octobre. Les commandes de biens durables ont augmenté de 3,4% en octobre 2005, après une baisse de 2% en septembre. Le dynamisme de l'activité est également reflété par la forte progression des ventes de nouveaux logements qui ont augmenté de 13% en octobre, soit la plus forte croissance depuis 2 ans. Durant le même mois, les ventes de détail ont progressé de 0,9%. Le taux de chômage est resté stable à 5,0 % en novembre 2005.

En zone euro, l'indice PMI manufacturier a atteint son plus haut niveau depuis plus d'un an en octobre 2005 (51,7 points). Celui des directeurs d'achats, en atteignant 54,9 points en octobre est au plus haut depuis 16 mois. Les ventes de détail ont augmenté de 0,4% en octobre, soit le même rythme qu'un mois plus tôt. Le commerce extérieur a bénéficié de la bonne conjoncture en Asie et aux Etats-Unis ainsi que de la faiblesse de l'euro. Le taux de chômage est resté stable à 8,3% entre septembre et octobre 2005.

Au Japon, les dépenses de consommation des ménages ont progressé de 1,2% en octobre après être restées quasiment inchangées en septembre 2005, en liaison avec la hausse de 0,8% du revenu disponible. La production industrielle a connu une hausse de 0,6% en octobre après sa hausse de 0,4% en septembre 2005. Le taux de chômage est remonté à 4,5% en octobre, après 4,2% en septembre 2005.

Au titre de l'inflation, les tensions observées sur les marchés pétroliers se sont reflétées sur l'évolution des prix à la consommation. Ainsi, aux Etats-Unis, l'indice des prix à la consommation a augmenté de 4,3%, en glissement annuel, en octobre, après 4,7% le mois précédent. Dans la zone euro, *l'inflation, mesurée par l'indice des prix à la consommation harmonisé, est ressortie à 2,5% en octobre, en glissement annuel, contre 2,6% en septembre 2005.* Au Japon, l'indice des prix à la consommation s'est contracté de 0,7%, en glissement annuel, en octobre 2005, contre une baisse de 0,3% le mois précédent.

Au plan monétaire, la Réserve fédérale américaine n'a pas modifié ses principaux taux d'intérêt au cours du mois d'octobre. Le taux des Fed funds et le taux d'escompte sont ressortis respectivement à 3,75% et 4,75%. La Banque d'Angleterre a également maintenu inchangé son taux d'intervention à 4,50%. En zone euro, le taux de soumission minimal appliqué aux opérations principales de refinancement, le taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal et le taux relatif à la facilité de dépôt sont restés inchangés à leur niveau du 5 juin

2003, soit respectivement à 2,0%, 3,0% et 1,0%. De même, la Banque du Japon a maintenu son taux d'escompte à 0,1%.

Sur le marché monétaire, le taux des prêts en dollars à trois mois est ressorti à 4,14%, en moyenne, en octobre 2005 contre 3,88% en septembre. L'EONIA, moyenne des taux au jour le jour du marché interbancaire de la zone euro, est passé de 2,09% en septembre 2005 à 2,07%. L'EURIBOR à trois mois s'est établi, en moyenne, à 2,20% en octobre, en hausse de 6 points de base par rapport au taux moyen enregistré au mois précédent. Le taux à trois mois servi sur les prêts libellés en yens est ressorti à 0,02% en octobre, niveau inchangé par rapport à celui de septembre 2005.

Les marchés financiers des pays industrialisés ont, à l'exception de celui du Japon, connu une activité orientée à la baisse, en relation principalement avec les effets de la hausse des cours du pétrole sur la performance des entreprises. Ainsi, l'indice Dow Jones sur le New York Stock Exchange s'est replié de 1,2%, clôturant le mois sous revue à 10.440,07 points. L'indice Nasdaq des valeurs de nouvelles technologies s'est inscrit dans la même tendance, affichant une baisse de 1,4%, à 2.120,30 points au 31 octobre 2005. Au Royaume-Uni, le Footsie, en clôturant le mois d'octobre à 5.317,50 points, a reculé de 2,9% par rapport à son niveau de fin septembre 2005. Du fait de l'orientation défavorable des bourses de la zone euro, l'indice Eurostoxx 50 a connu une baisse de 1,8%, clôturant le mois d'octobre à 3.201,8 points. En revanche, le Nikkeï 225 au Japon a progressé de 0,23%, affichant 13.606,5 points au 31 octobre, sous l'effet du dynamisme des exportations.

Sur le marché des changes, l'euro s'est établi, en moyenne, à 1,2015 dollars, en moyenne, en octobre, soit une dépréciation de 1,9% comparé à son niveau du mois de septembre 2005. Par rapport à la livre sterling et au yen, la monnaie unique européenne s'est repliée de 0,56% à 0,6814 unités, tandis que vis-à-vis du yen, elle s'est appréciée de 1,46% pour s'établir à 138,05 yens.

Sur les marchés internationaux **des matières premières**, la tendance à la hausse des cours de la plupart des produits exportés par l'Union s'est poursuivie au mois d'octobre. Les hausses les plus significatives ont été observées sur les marchés du coton, de l'huile de palme et de l'huile de palmiste dont les cotations ont progressé respectivement de 8,5%, 6,4% et 7,5%. Les cours du caoutchouc et de l'or ont également atteint de nouveaux sommets au cours de la période sous revue, ressortant respectivement à 146,5 eurocents le kilogramme et 469,6 dollars l'once. Ces évolutions sont imputables à la pression exercée par la demande mondiale sur l'offre qui ne progresse que faiblement. En revanche, les cours du pétrole se sont repliés de 6,1% contrairement au mois précédent, sous l'effet des prises de bénéfice suscitées par les niveaux élevés atteints précédemment. Les cours du cacao et celui de l'huile d'arachide se sont repliés respectivement de 3,2% et de 2,3%, en liaison avec les perspectives de bonnes récoltes de cacao et de graines d'oléagineux ainsi que les niveaux élevés des stocks.

II- CONJONCTURE ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA

L'activité au sein de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine est marquée par la bonne campagne agricole 2005/2006, avec une production attendue en progression par rapport à l'année précédente. Les activités industrielle et commerciale ont été bien tenues dans l'ensemble. La tendance à la hausse du niveau général des prix à la consommation observée depuis le début de l'année 2005 s'est poursuivie en octobre.

II.1 Activité agricole

Du fait de l'abondance des pluies, de leur régularité et de la bonne répartition spatio-temporelle, dans la quasi-totalité des pays de l'Union, la campagne agricole 2005/2006 a été nettement meilleure que la précédente. Les premières estimations font état d'une hausse de 7,2% des productions vivrières à 30.584.600 tonnes.

Au *Bénin*, les résultats préliminaires de la campagne indiquent une hausse de 6,1% de la production vivrière à 6.958.558 tonnes, après une baisse de 19,1% lors de la campagne précédente. Au *Burkina*, la production vivrière ressortirait à 3.372.200 tonnes au terme de la campagne 2005/2006, représentant une progression de 16,2% contre un repli de 20,1% la campagne précédente. En *Côte d'Ivoire*, la production des principales cultures vivrières s'accroîtrait de 2,8% pour s'établir à 9.451.329 tonnes. Les résultats de la production des principales cultures vivrières en *Guinée-Bissau* laissent apparaître un niveau de production de 176.516 tonnes, en augmentation de 3,0% par rapport aux réalisations de la campagne 2004/2005. Au *Mali*, les estimations de la campagne 2005/2006 font état d'une production vivrière de 3.324.760 tonnes, en hausse de 16,9% après le repli de 16,1% enregistré la campagne précédente. Après la contraction de 18,8% en 2004/2005, la production vivrière au *Niger* ressortirait en hausse de 4,1% au titre de la campagne 2005/2006, s'établissant à 3.021.711 tonnes. Au *Sénégal*, les estimations font état d'une hausse de 11,1% de la production vivrière d'une campagne à l'autre, s'établissant à 1.934.300 tonnes. La production vivrière au *Togo* s'établirait à 2.345.200 tonnes en 2005/2006, soit une hausse de 5,5% par rapport à la campagne précédente.

En liaison avec la bonne pluviométrie enregistrée, les productions des cultures d'exportation pour la campagne 2005/2006 progresseraient dans tous les pays de l'UEMOA par rapport aux réalisations de la campagne précédente, à l'exception de celle du cacao.

Ainsi, les **récoltes d'arachide** sont estimées à 1.664.932 tonnes, en augmentation de 8,4% par rapport à la campagne précédente. La hausse la plus importante a été enregistrée au *Sénégal*, où la production s'est établie à 690.000 tonnes, soit une progression de 14,5% d'une campagne à l'autre, en liaison avec les mesures d'incitation visant à soutenir la production, notamment les subventions sur le prix des semences d'arachide et l'amélioration de leur qualité. Au *Burkina*, la production d'arachide se situerait à 398.900 tonnes, en hausse de 5,0%

par rapport aux réalisations de la campagne 2004/2005. Au *Mali*, les récoltes d'arachide s'établiraient à 212.130 tonnes, en accroissement de 4,5% d'une campagne à l'autre.

La production de **café** ressortirait à 176.300 tonnes contre 168.400 tonnes un an auparavant, soit une hausse de 4,7%. Cette évolution traduit la hausse de 3,9% des récoltes en *Côte d'Ivoire* et de 20,2% au *Togo*. La production s'établirait dans ces pays respectivement à 166.200 tonnes et 10.100 tonnes au cours de la campagne agricole 2005/2006, contre 160.000 tonnes et 8.400 tonnes la campagne précédente.

La production de **coton-graine** de l'Union s'accroîtrait de 2,5% pour s'établir à 2.220.510 tonnes contre 2.166.050 tonnes la campagne précédente. Outre l'impact de la bonne pluviométrie, cette hausse serait liée à l'accroissement des superficies emblavées dans les principaux pays producteurs.

Au *Bénin*, la production de coton-graine atteindrait 450.000 tonnes, en progression de 5,3% par rapport à la campagne précédente. Au *Burkina*, il est attendu une production cotonnière de 715.700 tonnes, ce qui ferait de ce pays le premier producteur de coton de l'Union et le deuxième d'Afrique après l'Egypte. Ce niveau de production traduit une hausse de 13,4% par rapport à la campagne précédente. En *Côte d'Ivoire*, les récoltes de coton sont estimées en augmentation de 2,8%, à 308.400 tonnes. Après un repli la campagne précédente, la production cotonnière ressortirait en hausse de 2,5% au *Mali*, à 600.000 tonnes. Au *Niger*, la production atteindrait 10.400 tonnes, en amélioration de 4,1% par rapport aux réalisations de la campagne précédente. Au *Sénégal*, la production de coton-graine est estimée en hausse de 4,1% pour s'établir à 46.000 tonnes. En revanche, au *Togo*, les estimations font état d'une baisse de 47,8% de la production à 90.000 tonnes en 2005/2006.

La production de **noix de cajou** en Guinée-Bissau s'accroîtrait de 3,0% à 118.100 tonnes.

La production de **cacao** de l'Union ressortirait en repli de 4,6% à 1.258.100 tonnes, induit par la chute de même ampleur de la production en *Côte d'Ivoire* et de 2,7% au *Togo*. La production cacaoyère ressortirait à 1.254.510 tonnes en Côte d'Ivoire et à 3.600 tonnes au Togo.

II.2. Activités industrielle et commerciale

La production industrielle dans l'Union s'est inscrite en hausse de 3,5% au terme des dix premiers mois de l'année 2005, en liaison avec la bonne tenue de l'industrie manufacturière. A la période correspondante de l'année précédente, l'activité industrielle avait progressé de 2,0%. Une amélioration est observée au Burkina, en Côte d'Ivoire et au Mali. En revanche, au Bénin, au Niger, au Sénégal et au Togo, l'activité industrielle s'est inscrite en repli, du fait essentiellement des contre-performances de l'industrie manufacturière. Par ailleurs, la baisse de la production minière a contribué au recul de l'activité au Niger et au Sénégal.

Par pays, la situation se présente comme suit.

Au *Bénin*, la production industrielle s'est repliée de 7,4% au cours des dix premiers mois de l'année 2005, après la hausse de 2,0% enregistrée à la période correspondante de l'année 2004. Cette évolution est imputable principalement à la baisse de 8,9% du sous-indice de la production manufacturière, en particulier celui des branches « produits alimentaires et boissons » (-12,0%) et « produits textiles » (-12,8%). En revanche, le sous-secteur « électricité, gaz et eau » a enregistré une hausse de 7,3%.

Au *Burkina*, l'indice de la production industrielle a progressé de 1,4% au cours des dix premiers mois de l'année 2005 contre 12,2% un an auparavant. Cette évolution est liée à l'accroissement de la production des industries textiles dont le sous-indice est en hausse de 5,3%, en liaison avec les bons résultats de la production cotonnière. Toutefois, le repli de 11,7% du sous-indice alimentaire a atténué l'évolution de l'indice manufacturier qui s'est établi en hausse de 2,9%. Pour sa part, la production dans le sous-secteur d'électricité, de gaz et d'eau s'est inscrite en baisse de 4,6%.

En *Côte d'Ivoire*, l'indice de la production industrielle a enregistré, en moyenne sur les dix premiers mois de l'année 2005, une hausse de 6,1% par rapport à la période correspondante de 2004 au cours de laquelle il avait progressé de 2,7%. Cette évolution traduit principalement la bonne orientation de la production manufacturière, dont le sous-indice a enregistré une progression de 7,3%. Les résultats ont été satisfaisants en ce qui concerne les industries alimentaires (+9,1%), les produits pétroliers raffinés (+15,1%) et les industries textiles (+43,6%). La branche électricité, eau et gaz dont la production s'est accrue de 4,0%, a également contribué à la progression de l'indice global. En revanche, le sous-indice des industries extractives s'est replié de 3,3%, en liaison avec la baisse de 3,9% de la production de pétrole brut et de gaz naturel.

Au *Mali*, la production industrielle s'est inscrite en hausse de 9,5% sur les dix premiers mois de l'année 2005 contre une baisse de 6,7% à la période correspondante de l'année 2004. Cette progression est essentiellement imputable à l'augmentation de 23,0% de la production de la branche extractive, en liaison avec les bonnes performances dans la production d'or. En revanche, le repli de 5,2% de la production des industries manufacturières induit par celui des industries textiles a atténué l'évolution de l'indice global. Le sous-indice de la production et de la distribution d'électricité, de gaz et d'eau a, pour sa part, progressé de 10,8%.

Au *Niger*, l'indice de la production industrielle est ressorti en baisse de 2,6% sur les dix premiers mois de l'année 2005 après un accroissement de 3,0% observé sur la même période de l'année 2004. Cette évolution traduit les effets conjugués de la baisse de 5,9% du sous-indice des industries extractives et celle de 7,6% de la production manufacturière, atténués toutefois par la progression de 3,2% dans le secteur de la production et de la distribution d'électricité, de gaz et d'eau.

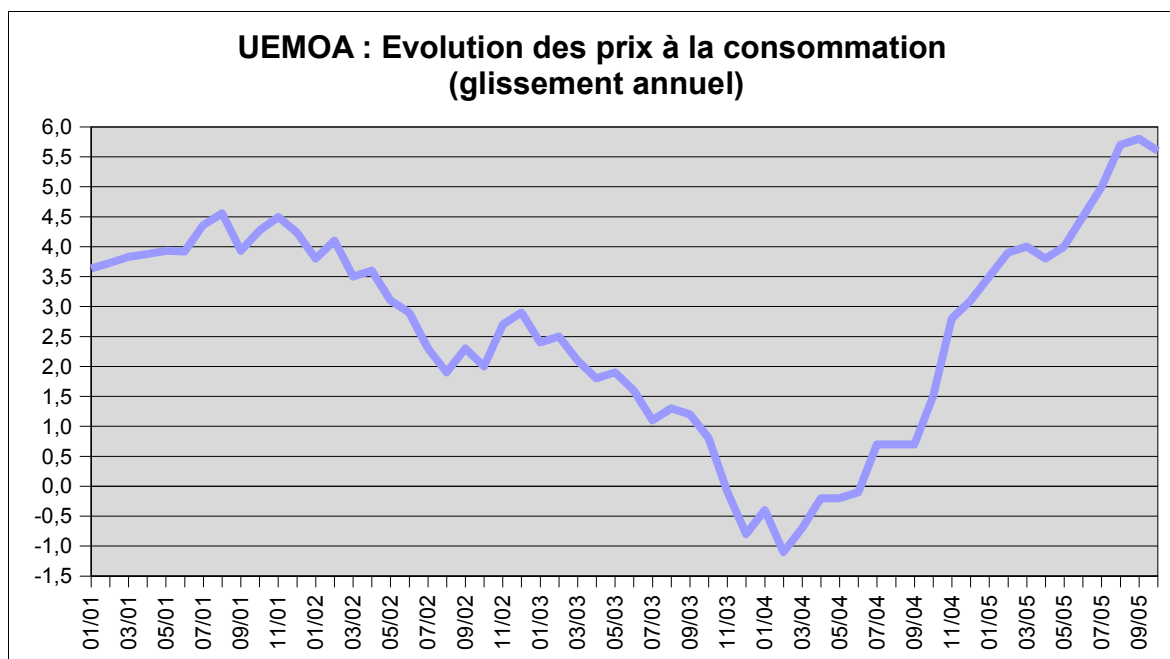
Au *Sénégal*, l'indice de la production industrielle a connu une baisse de 0,6% en moyenne sur les dix premiers mois de 2005, contre une hausse de 1,5% à la même période de l'année 2004. Ces résultats traduisent l'évolution baissière constatée dans l'ensemble des branches, à l'exception de la production d'électricité, de gaz et d'eau. Ainsi, la baisse de 1,5% de la production du secteur manufacturier et celle de 11,6% de la production des industries extractives ont été amoindries par la progression de 9,9% de la production d'électricité, de gaz et d'eau. En particulier, l'évolution de l'indice manufacturier s'explique par les reculs de 8,2% de la production de produits pétroliers raffinés et de 14,3% de celle de produits chimiques, dont l'effet a toutefois été atténué par la hausse de 11,1% enregistrée dans l'industrie alimentaire.

Au *Togo*, l'indice de la production industrielle a connu une baisse de 0,5% sur les dix premiers mois de l'année 2005, comparativement à son niveau de la période correspondante de l'année 2004. Ce recul traduit les contre-performances des industries manufacturières ainsi que celles de production d'électricité, d'eau et de gaz dont les sous-indices ont enregistré une baisse de 0,6% et de 2,3% respectivement. L'activité dans la branche des industries manufacturières s'est ressentie du recul de la production des produits minéraux non métalliques et des ouvrages en métaux dont le poids représente 49,6% du sous-indice des industries manufacturières. En revanche, la production des industries extractives est en hausse de 4,8%.

L'indice du **chiffre d'affaires** s'est globalement accru de 5,2% sur les dix premiers mois de l'année 2005, comparativement à la même période de l'année précédente. Les évolutions sont toutefois différenciées d'un pays à l'autre. Ainsi, au Mali, au Niger, au Sénégal et au Togo, l'activité commerciale continue d'être bien orientée, ressortant en hausse respectivement de 17,9%, 4,2%, 15,4% et 11,2%. En revanche, le Bénin, le Burkina et la Côte d'Ivoire ont connu, à fin septembre 2005, une baisse de leur activité commerciale, l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail s'étant replié respectivement de 13,8%, 1,5% et 1,0%.

II.3. Prix à la consommation

Le **niveau général des prix à la consommation** dans les pays de l'Union a connu une progression de 0,2% au mois d'octobre 2005, après le repli de 0,4% observé, pour la première fois depuis le début de l'année 2005, au mois de septembre, en raison de l'amélioration de l'offre alimentaire avec l'arrivée des récoltes sur le marché.



Au **Bénin**, au **Burkina**, au **Sénégal** et au **Togo**, le niveau général des prix à la consommation a progressé respectivement de 0,2%, 2,6%, 1,5% et 2,2%, en variation mensuelle, au mois d'octobre 2005. La composante alimentation de l'indice a enregistré une hausse de 7,3% au Burkina et de 2,2% au Sénégal. En liaison avec la hausse des prix des produits pétroliers dans ces deux pays, la composante transport s'est accrue de 0,7% et de 6,6% respectivement.

En revanche, en **Côte d'Ivoire**, en **Guinée-Bissau**, au **Mali** et au **Niger**, des baisses des prix à la consommation ont été relevées au mois d'octobre 2005. Ainsi, en variation mensuelle, le niveau général des prix à la consommation s'est replié de 0,3% en Côte d'Ivoire, 0,4% en Guinée-Bissau, 2,6% au Mali et de 1,3% au Niger. Cette décreue est essentiellement liée à la composante alimentaire dont le sous-indice est en baisse d'un mois à l'autre de 1,7% en Côte d'Ivoire, 1,0% en Guinée-Bissau, 6,0% au Mali et de 0,1% au Togo.

En glissement annuel, le taux d'inflation dans l'Union est ressorti à 5,6% à fin octobre 2005 contre 5,8% à fin septembre 2005 et 1,4% à fin octobre 2004. Par pays, le taux d'inflation, en glissement annuel, s'est situé à fin octobre 2005 à 7,4% au Bénin, 7,8% au Burkina, 4,8% en Côte d'Ivoire, 2,8% en Guinée-Bissau, 6,4% au Mali, 6,9% au Niger, 4,4% au Sénégal et 7,3% au Togo.

II.4. Finances publiques

L'exécution des opérations financières des Etats⁵ est caractérisée globalement par une réduction des déficits, base engagements, hors dons, par rapport à la période correspondante de l'année précédente du fait de la hausse des recettes totales et du faible niveau d'exécution

⁵ Les données du Sénégal ne sont pas disponibles.

des dépenses en capital. En effet, à fin septembre 2005, le déficit global, base engagements, hors dons, s'est établi à 551,1 milliards contre 667,7 milliards, un an plus tôt. Les recettes totales se sont accrues de 165,9 milliards (5,6%), en relation essentiellement avec l'évolution des recettes fiscales. Les dépenses en capital se sont inscrites en baisse de 86,5 milliards (-8,9%), du fait du retard enregistré dans la mobilisation des ressources extérieures. Les dépenses courantes ont augmenté de 7,3%, en liaison notamment avec une hausse de 10,5% des transferts et une progression de 7,4% de la masse salariale. Par ailleurs, du fait de la persistance des difficultés de trésorerie publique, certains Etats ont continué d'accumuler des arriérés de paiement extérieurs au titre de la dette publique. La situation est différenciée d'un Etat à l'autre.

Au **Bénin**, le déficit global, base engagements, hors dons, est ressorti à 1,5 milliard à fin septembre 2005 contre 59,4 milliards à fin septembre 2004. Cette évolution résulte d'une contraction des dépenses et prêts nets et de la hausse des recettes totales. Les recettes fiscales ont progressé de 2,5% pour s'établir à 233,5 milliards. La baisse des dépenses et prêts nets est principalement liée au faible rythme d'exécution des dépenses en capital, du fait du retard enregistré dans la mobilisation des ressources extérieures. En effet, les dépenses en capital sont passées de 87,1 milliards à fin septembre 2004 à 45,3 milliards à fin septembre 2005. Les dépenses courantes ont augmenté de 6,1 milliards (+2,7%), en relation notamment avec la hausse des transferts et subventions dont 14,2 milliards ont été accordés à la filière coton, et la progression de 9,2% de la masse salariale, consécutive aux recrutements dans la Fonction Publique.

Au **Burkina**, le déficit des opérations financières de l'Etat, base engagements, hors dons, s'est aggravé pour se situer à 198,1 milliards à fin septembre 2005 contre 175,9 milliards un an auparavant. Cette évolution résulte d'un accroissement des dépenses et prêts nets plus important que celui des recettes totales. Les dépenses courantes ont enregistré une hausse de 42,3 milliards (+18,9%), du fait principalement de la progression de 20,5 milliards des transferts, dont 7,2 milliards au titre du secteur de l'énergie, ainsi que de l'accroissement de 12,8 milliards de la masse salariale, liée à la revalorisation des salaires et l'incidence des recrutements dans la Fonction Publique, essentiellement dans les secteurs sociaux. Pour leur part, les recettes totales se sont inscrites en augmentation de 21,0 milliards, induite notamment par l'accroissement de 17,0 milliards des recettes fiscales.

En **Côte d'Ivoire**, le solde global, base engagements, hors dons, est ressorti déficitaire de 90,2 milliards à fin septembre 2005 contre 125,6 milliards à fin septembre 2004. Cette évolution reflète la compression de 27,5 milliards des dépenses et prêts nets et l'augmentation de 7,9 milliards ou 0,7% des recettes totales induite principalement par l'accroissement de 9,9 milliards des recettes fiscales. En effet, les dépenses liées au service de la dette publique et les dépenses en capital ont enregistré un faible niveau d'exécution, en

relation avec la persistance des difficultés de trésorerie. En particulier, les dépenses en capital ont accusé une baisse de 47,2 milliards ou 35,4%. Par contre, les dépenses courantes se sont inscrites en hausse de 3,8%, en liaison avec l'augmentation de la masse salariale.

En **Guinée-Bissau**, le déficit des opérations financières de l'Etat, base engagements, hors dons, est ressorti à 4,0 milliards à fin septembre 2005 contre 15,2 milliards un an auparavant, soit une réduction de 11,2 milliards. Cette situation est imputable à une hausse de 6,7 milliards des recettes totales, conjuguée à une baisse de 4,5 milliards des dépenses et prêts nets, du fait principalement d'une contraction des dépenses en capital. Les dépenses courantes se sont inscrites en hausse, à la suite de l'application de la nouvelle grille des traitements et salaires des agents de l'Etat, à compter du mois d'octobre 2004.

Au **Mali**, le déficit des opérations financières de l'Etat, base engagements, hors dons, s'est situé à 106,3 milliards à fin septembre 2005, en réduction de 8,6 milliards par rapport aux réalisations de la même période de l'année précédente. Cette situation s'explique principalement par une progression de 9,8% des recettes totales. Les dépenses et prêts nets ont accusé une baisse de 5,4%, en liaison avec la diminution de 8,4% des dépenses en capital du fait du retard enregistré dans la mobilisation des ressources extérieures. Par contre, les dépenses courantes se sont inscrites en hausse de 5,8%, en relation avec un accroissement de 6,6% de la masse salariale, consécutif à la revalorisation des salaires des agents de l'Etat et aux recrutements dans les secteurs sociaux.

Au **Niger**⁶, le déficit global des finances publiques, base engagements, hors dons, est ressorti à 101,5 milliards à fin septembre 2005 contre 99,6 milliards à fin septembre 2004. Cette évolution est consécutive à la hausse de 5,8% des dépenses totales et prêts nets. L'augmentation des dépenses totales et prêts nets résulte notamment de l'accroissement de 11,8% des dépenses courantes. En effet, la masse salariale s'est inscrite en hausse de 6,5% pour s'établir à 47,8 milliards à fin septembre 2005, en liaison avec l'incidence des recrutements dans la Fonction Publique, notamment dans les secteurs sociaux. Pour leur part, les dépenses en capital sont ressorties à 99,9 milliards, niveau proche de celui de 100,4 milliards enregistré à la même période de l'année précédente.

Au **Sénégal**, le déficit des opérations financières de l'Etat, base engagements, hors dons, s'est situé à 32,5 milliards à fin septembre 2005, en réduction de 62,2 milliards par rapport aux réalisations de la même période de l'année précédente. Cette situation s'explique principalement par la hausse de 15,5% des recettes fiscales dans un contexte de progression modérée des dépenses totales et prêts nets. Ceux-ci se sont accrus de 3,1%, en liaison avec la hausse de 8,4% des dépenses courantes. Les dépenses en capital n'ont progressé que de 1,0%.

⁶ Les données du Niger sont provisoires.

Au **Togo**, le solde global des opérations financières de l'Etat, base engagements, hors dons, est ressorti déficitaire de 17,0 milliards à fin septembre 2005 contre un excédent de 17,6 milliards à fin septembre 2004. Cette évolution résulte d'une contraction de 10,2% des recettes totales, conjuguée à un accroissement de 19,5% des dépenses et prêts nets. La baisse des recettes totales est liée à l'atonie de l'activité économique. Pour sa part, la progression des dépenses a concerné à la fois les dépenses en capital et les dépenses courantes.

II.5. Situation monétaire et opérations sur le marché interbancaire

II.5.1. Situation monétaire

Selon les informations disponibles, la situation monétaire de l'Union à fin octobre 2005, comparée à celle à fin septembre 2005, est caractérisée par une baisse des avoirs extérieurs nets des institutions monétaires, une hausse du crédit intérieur et de la masse monétaire.

Par pays, les évolutions suivantes ont été constatées.

Au **Bénin**, *les avoirs extérieurs nets* des institutions monétaires se sont établis à 348,1 milliards à fin octobre contre 341,6 milliards un mois plus tôt, soit une hausse de 6,5 milliards ou 1,9%, imputable à la Banque Centrale. D'une année à l'autre, la position extérieure nette des institutions monétaires a augmenté de 13,2 milliards ou 3,9%.

L'encours du crédit intérieur a augmenté de 13,6 milliards, pour se situer à 240,4 milliards à fin octobre contre 226,8 milliards un mois auparavant. La Position Nette du Gouvernement s'est détériorée de 25,6 milliards, tandis que les crédits à l'économie ont enregistré une baisse de 12,0 milliards ou 3,6% par rapport au mois précédent, en ressortant à 321,7 milliards. En glissement annuel, les crédits à l'économie ont enregistré une hausse de 14,7 milliards ou 4,8%.

La masse monétaire, pour sa part, s'est inscrite en hausse de 10,0 milliards ou 1,8%, pour s'établir à 558,2 milliards. En glissement annuel, elle a augmenté de 52,2 milliards ou 10,3%.

Au **Burkina**, *les avoirs extérieurs nets* des institutions monétaires se sont établis à 177,6 milliards à fin octobre, en hausse de 4,5 milliards par rapport aux réalisations à la fin du mois précédent, en raison de l'accroissement des avoirs de la Banque Centrale. D'une année à l'autre, la position extérieure nette des institutions monétaires est ressortie en baisse de 134,9 milliards ou 43,2%.

L'encours du crédit intérieur s'est situé à 454,2 milliards à fin octobre contre 453,1 milliards à fin septembre 2005, soit une hausse de 1,1 milliard ou 0,2%, résultant de celle des crédits à moyen et long terme. En glissement annuel, les crédits à l'économie ont enregistré une hausse de 86,6 milliards ou 24,0%.

La liquidité globale s'est établie à 583,4 milliards contre 579,2 milliards à fin septembre 2005, marquant ainsi une hausse de 4,2 milliards. En glissement annuel, la masse monétaire s'est repliée de 8,5%.

En **Côte d'Ivoire**, *les avoirs extérieurs nets* des institutions monétaires se sont situés à 605,5 milliards à fin octobre contre 619,0 milliards le mois précédent, soit une baisse de 13,5 milliards, imputable à la Banque Centrale.

L'encours du crédit intérieur est ressorti à 1.491,3 milliards à fin octobre contre 1.462,4 milliards à fin septembre 2005, soit une hausse de 28,9 milliards, en liaison avec l'augmentation de 43,3 milliards dont l'impact a été atténué par l'amélioration de 14,4 milliards de la Position Nette du Gouvernement et des crédits à l'économie. Sur une base annuelle, les crédits à l'économie ont enregistré une hausse de 76,5 milliards.

La masse monétaire, en hausse 24,7 milliards, s'est établie à 1.931,9 milliards à fin octobre contre 1.907,2 milliards à fin septembre 2005. Par rapport à octobre 2004, la liquidité globale a enregistré une hausse de 9,4%.

En **Guinée-Bissau**, *les avoirs extérieurs nets* des institutions monétaires se sont établis à 38,4 milliards à fin octobre contre 39,6 milliards à fin septembre 2005, soit une baisse de 1,2 milliard, imputable à la Banque Centrale. D'une année à l'autre, les avoirs extérieurs nets ont enregistré une baisse de 6,2 milliards.

L'encours du crédit intérieur s'est situé à 13,2 milliards à fin octobre 2005. La Position Nette du Gouvernement de même que les crédits à l'économie sont restés quasi-stables d'un mois à l'autre. Sur une base annuelle, les crédits à l'économie ont augmenté de 0,7 milliard.

La masse monétaire s'est établie à 52,6 milliards à fin octobre contre 50,9 milliards à fin septembre 2005, soit une hausse de 1,7 milliard ou 3,3%. En glissement annuel, elle s'est accrue de 10,7 milliards ou 25,5%.

Au **Mali**, *les avoirs extérieurs nets* des institutions monétaires ont enregistré une baisse de 22,0 milliards, pour s'établir à 376,1 milliards à fin octobre. Cette baisse est imputable à la Banque Centrale. En glissement annuel, la position extérieure nette des institutions monétaires a augmenté de 3,4 milliards ou 0,9%.

L'encours du crédit intérieur est ressorti à 462,7 milliards à fin octobre contre 456,6 milliards à la fin du mois précédent, soit une hausse de 6,1 milliards, en liaison avec la détérioration de 8,4 milliards de la Position Nette du Gouvernement, les crédits à l'économie s'étant repliés de 2,3 milliards. En glissement annuel, les crédits à l'économie ont enregistré une hausse de 1,7%.

La masse monétaire, en hausse de 1,6 milliard ou 0,2% par rapport au mois précédent, s'est établie à 806,9 milliards à fin octobre. Par rapport à octobre 2004, la liquidité globale a augmenté de 65,9 milliards ou 8,9%.

Au **Niger**, les *avoirs extérieurs nets* des institutions monétaires sont ressortis à 66,0 milliards à fin octobre contre 65,6 milliards à fin septembre 2005, soit une hausse de 0,4 milliard. D'une année à l'autre, les *avoirs extérieurs nets* se sont repliés de 3,0 milliards.

L'encours du crédit intérieur s'est situé à 168,1 milliards à fin octobre contre 168,4 milliards en septembre 2005, soit une diminution de 0,3 milliard ou 0,2%. La Position Nette du Gouvernement s'est détériorée de 5,5 milliards, tandis que les crédits à l'économie ont enregistré une baisse de 5,8 milliards pour ressortir à 114,2 milliards en octobre 2005. Par rapport à octobre 2004, les crédits à l'économie se sont accrus de 16,1%.

La masse monétaire s'est établie à 245,8 milliards à fin octobre contre 230,9 milliards un mois plus tôt, soit une hausse de 14,9 milliards ou 6,5%. En glissement annuel, la liquidité globale a enregistré une hausse de 20,8 milliards ou 9,2%.

Au **Sénégal**, les *avoirs extérieurs nets* se sont inscrits en hausse de 15,2 milliards à fin octobre 2005, ressortant à 752,5 milliards, en liaison avec l'accroissement des disponibilités extérieures nettes de la Banque Centrale. Sur une base annuelle, les *avoirs extérieurs nets* des institutions monétaires se sont accrus de 120,9 milliards.

Le crédit intérieur s'est établi à 926,0 milliards à fin octobre contre 906,1 milliards un mois auparavant, soit une hausse de 19,9 milliards ou 2,2%, à la suite de la hausse de 47,0 milliards des crédits à l'économie, dont l'impact a été amoindri par l'amélioration de 27,1 milliards de la Position Nette du Gouvernement. En glissement annuel, l'encours des crédits à l'économie est en hausse de 208,9 milliards ou 25,7%.

La masse monétaire s'est inscrite à 1.528,0 milliards à fin octobre contre 1.519,6 milliards à fin septembre 2005, soit une hausse de 8,4 milliards. Comparée à la même période de l'année dernière, la liquidité globale s'est accrue de 13,7%.

Au **Togo**, la *position extérieure nette* des institutions monétaires s'est établie à 125,8 milliards à fin octobre contre 139,9 milliards à fin septembre 2005, soit un recul de 14,1 milliards, imputable à la Banque Centrale. D'une année à l'autre, les *avoirs extérieurs nets* ont diminué de 11,8 milliards.

L'encours du crédit intérieur s'est établi à 181,9 milliards à fin octobre contre 185,8 milliards un mois auparavant, soit une baisse de 3,9 milliards ou 2,1%, en liaison avec la baisse de 6,4 milliards des crédits à l'économie dont l'impact a été amoindri par la détérioration de 2,5 milliards de la Position Nette du Gouvernement. Par rapport à fin octobre 2004, les crédits à l'économie se sont inscrits en baisse de 3,5%.

La masse monétaire a enregistré une hausse de 0,7 milliard ou 0,2%, en ressortant à 306,9 milliards à fin octobre. En glissement annuel, la masse monétaire s'est repliée de 9,4 milliards ou 3,0%.

II.5.2. Opérations sur le marché interbancaire

Sur le marché interbancaire de l'Union, le volume moyen hebdomadaire des opérations a progressé de 17,3% pour s'établir à 17,6 milliards contre 15,0 milliards en septembre 2005. En revanche, l'encours moyen des prêts recensés au cours de la période s'est replié de 6,8% pour se fixer à 54,8 milliards contre 58,8 milliards le mois précédent. Au mois d'octobre 2004, l'encours moyen des prêts interbancaires était de 90,7 milliards.

D'un mois à l'autre, le volume moyen hebdomadaire des prêts **à un jour** est passé de 4,3 milliards à 3,9 milliards, avec un taux moyen pondéré de 5,32% contre 5,72% à fin septembre 2005. Un an auparavant, le taux à un jour s'était établi à 4,14%. Sur le compartiment à **une semaine**, le volume moyen des transactions est ressorti à 7,7 milliards contre 3,5 milliards au mois de septembre, soit une hausse de 4,2 milliards. Le taux moyen pondéré est ressorti à 4,02%, en baisse par rapport à celui de 4,77% enregistré le mois précédent. Un an plus tôt, un taux moyen de 4,16% avait été enregistré sur ce compartiment. Le volume moyen hebdomadaire des prêts à **deux semaines** s'est fortement redressé d'un mois à l'autre, passant de 0,4 milliard à 3,1 milliards à fin octobre avec un taux moyen pondéré de 3,71% contre 3,40% en août 2005. Sur le compartiment à **un mois, les prêts interbancaires** ont baissé par rapport au mois précédent, passant de 3,2 milliards en moyenne à 1,7 milliard en octobre, soit un repli de 46,9%. Au cours du mois d'octobre 2004, ils s'étaient chiffrés à 2,3 milliards. Le taux moyen pondéré est ressorti à 4,44% en octobre 2005, contre 4,21% enregistré le mois précédent et 5,15% observé un an plus tôt. **A trois mois**, le volume de transactions enregistré s'est établi à 1,3 milliard contre 0,5 milliard un mois auparavant. Le taux moyen pondéré s'est situé à 4,70% après celui de 5,34% en septembre 2005 et 4,45% en octobre 2004. A l'instar du mois précédent, aucune transaction n'a été enregistrée en octobre sur les compartiments **à six, neuf et douze mois**.

II.6. Evolution du marché financier régional

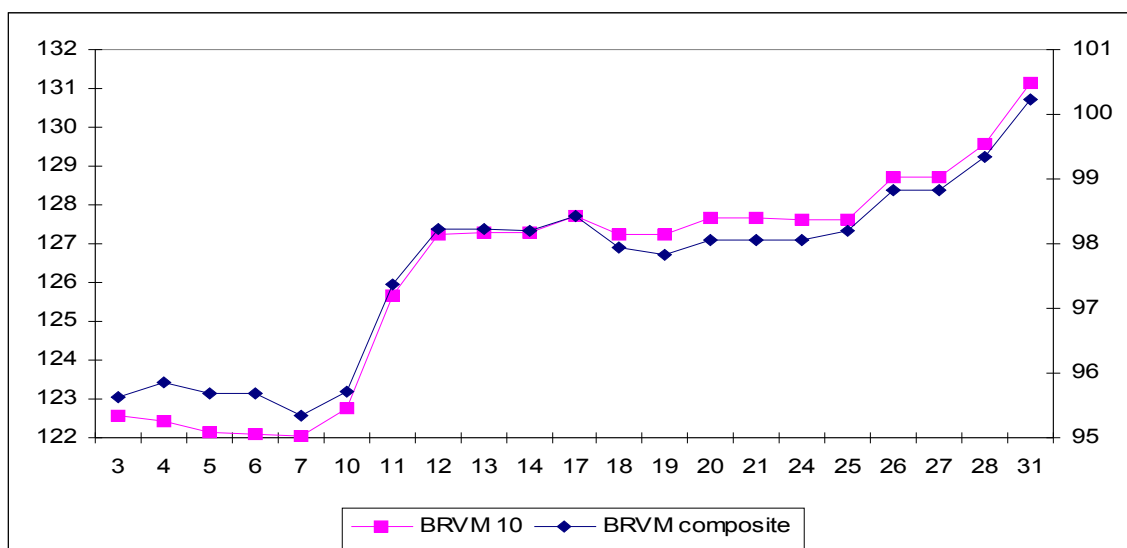
Au cours du mois d'octobre 2005, l'activité boursière a été marquée par la première cotation des emprunts *Etat du Sénégal 5,50% 2005-2010* et *Trésor Public de Côte d'Ivoire 6,50% 2005-2008* ainsi que des transactions exceptionnelles sur les deux compartiments qui ont orienté à la hausse l'ensemble des indicateurs du marché. Les indices *BRVM₁₀* et *BRVM composite* ont enregistré une hausse de 7,1% et de 4,8%, ressortant respectivement à 131,15 points et 100,22 points contre 122,48 points et 95,62 points, un mois plus tôt. En glissement annuel, les indices *BRVM₁₀* et *BRVM composite* sont en hausse respectivement de 37,5% et 25,7%.

Le volume des titres échangés sur le **marché des actions** s'est établi à 71.307 actions contre 29.381 actions en septembre 2005. Cette hausse s'explique notamment par une transaction exceptionnelle sur 50.142 titres *SAPH CI (Société Africaine de Plantation d'Hévéas de Côte*

d'Ivoire) intervenue le 19 octobre 2005. Les sociétés *SAPH CI*, *SONATEL SN*, *CIE CI* et *BICI CI* ont été les plus actives avec respectivement 50.950, 6.806, 3.256 et 2.509 titres échangés.

Sur le **compartiment obligataire**, l'activité a été marquée par l'admission des emprunts *Etat du Sénégal 5,50% 2005-2010* et *Trésor Public de Côte d'Ivoire 6,50% 2005-2008*, ainsi que par le paiement des intérêts annuels des emprunts *Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD 5,35% 2004-2011)* et *Bank Of Africa Bénin (BOABN 6,60% 2001-2008)* dont une partie du capital a fait l'objet de remboursement. Le volume de titres échangés est ressorti à 40.459 obligations contre 5.132 obligations le mois précédent, en liaison essentiellement avec des transactions sur 10.000 obligations *TPCI 6,5% 2003-2006* et sur 20.000 obligations *TPCI 6,5% 2005-2008*. Les transactions les plus importantes ont concerné les lignes obligataires *TPCI 6,5% 2005-2008* et *TPCI 6,5% 2003-2006* avec respectivement 20.390 titres et 15.500 titres échangés.

Evolution des indices de la BRVM en octobre 2005



La capitalisation totale du marché est ressortie à 1.479,9 milliards à la fin de la période sous revue contre 1.299,5 milliards à fin septembre 2005, soit une hausse de 13,9%. **La capitalisation du marché des actions** s'est établie à 1.153,6 milliards contre 1.100,7 milliards à la fin du mois précédent, soit une progression de 4,8%, en liaison avec la hausse des cours des titres, notamment ceux de l'action *SONATEL* qui continuent de s'apprécier, passant de 52.105 FCFA à 58.505 FCFA d'un mois à l'autre. En glissement annuel, la capitalisation du marché des actions s'est accrue de 26,1%. **La capitalisation du marché obligataire** s'est établie à 326,3 milliards contre 198,8 milliards un mois plus tôt, soit une hausse de 64,1%, en liaison avec la première cotation de l'emprunt *Trésor Public de Côte d'Ivoire 6,50% 2005-2008* et celle de l'emprunt *Etat du Sénégal 5,50% 2005-2010*.

II.7. Relations avec les institutions de Bretton Woods et mobilisation des ressources extérieures

Cinq Etats membres de l'Union exécutent des programmes économiques et financiers soutenus par les Institutions de Bretton Woods. Il s'agit du Bénin, du Burkina, du Mali, du Niger et du Sénégal. Le montant total des tirages effectués par ces Etats auprès du FMI s'élève à 16,94 millions de DTS ou 13,01 milliards de FCFA à fin octobre 2005.



III - LISTE DES ANNEXES

ANNEXE I - évolution des cours des matières premières exportées

ANNEXE I (suite) - évolution des cours des matières premières exportées

ANNEXE II - production des principales cultures vivrières

ANNEXE III - production des cultures d'exportation

ANNEXE IV - productions minières

ANNEXE V - indices des prix à la consommation (en moyenne annuelle)

ANNEXE VI - indices des prix à la consommation (glissement annuel)

ANNEXE VII – situation monétaire intégrée de l'UEMOA (en milliards de FCFA)

ANNEXE VII (suite) – situation monétaire intégrée de l'UEMOA (en milliards de FCFA)
